

Pau, le 08 mars 2023

ARRETE N°AP-2023-0084

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants et R.411-4 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1er – quatrième partie – signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977, modifiée et complétée ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal n° AP-2022-0069 en date du 08 juillet 2022 réglementant l'ensemble des voies situées dans des zones 30 ;

Considérant l'extension des zones 30 sur la commune ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation des véhicules dans la zone 30 aménagée rue Mozart et rue Chopin ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté municipal n° AP-2022-0069 en date du 08 juillet 2022 relatives aux voies comprises dans les zones 30 sont complétées par les rues suivantes :

- rue Mozart, dans sa partie comprise entre la rue Berlioz et le groupe scolaire Marancy ;
- rue Chopin.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la signalisation réglementaire d'entrée et de sortie de la zone 30.

ARTICLE 3 – Dans ces zones, la vitesse des véhicules est limitée à 30 km/ h. Toutes les chaussées sont à double sens pour les cyclistes, les conducteurs de cyclomobiles légers et les conducteurs d'engins de déplacement personnel motorisés.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.

Affiché le :
Désaffiché le :

13 MARS 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire